



SECRÉTARIAT

AS/Jur (2026) CB 03
27 avril 2026

Aux membres de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Strasbourg les 20, 21, 22 et 23 avril 2026

La commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Strasbourg du 20 au 23 avril 2026, sous la présidence de M. Eerik-Niiles Kross (Estonie, ADLE), président :

- le lundi 20 avril 2026 à 14h, en ce qui concerne :
 - **Présentation du Réseau de parlementaires pour la promotion de la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme** : a tenu un échange de vues avec Mme Petra Bayr, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; M. Gianluca Esposito, directeur général des droits humains et de l'État de droit du Conseil de l'Europe ; Mme la juge María Elósegui, de la Cour européenne des droits de l'homme, et M. Sergiy Vlasenko (Ukraine, PPE/DC), rapporteur sur « Mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme » ;
- le mardi 21 avril 2026 à 8h30, en ce qui concerne :
 - **Débat selon la procédure d'urgence : Avis statutaire sur le Projet de protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme** (rapporteur : M. Constantinos Efstathiou, Chypre, SOC) : a examiné et adopté à l'unanimité un projet d'avis ;
 - **Vers l'abolition universelle de la peine de mort en toutes circonstances** (rapporteuse : Mme Gala Veldhoen, Pays-Bas, SOC) : a examiné et approuvé à l'unanimité quatre amendements proposés par la rapporteure et a décidé de les déposer en tant qu'amendements de la commission conformément à l'article 34.1 ;
 - **Déclaration politique de Chișinău sur la Convention européenne des droits de l'homme** : a examiné et adopté à l'unanimité une déclaration telle qu'amendée ;
 - **Convention européenne des droits de l'homme : 75 ans et au-delà** (rapporteur : M. Titus Corlățean, Roumanie, SOC) : a examiné une note introductive ;
- le mardi 21 avril 2026 à 14h, en ce qui concerne :
 - **Mise à jour de la Liste des critères de l'État de droit de la Commission de Venise: une contribution de l'Assemblée** (rapporteuse : Mme Arusyak Julhakyan, Arménie, PPE/DC) : a examiné et adopté à l'unanimité un projet de résolution tel qu'amendé ;
 - **Lutter contre la répression transnationale** (rapporteur : M. Constantinos Efstathiou, Chypre, SOC) : a entendu un rapport oral de la part du rapporteur sur sa visite d'information à INTERPOL (Lyon, France), le 13 mars 2026 ;

— **Programme de travail :**

- **Appel à candidatures pour rapport** : a lancé un appel à candidatures de rapporteur·e, à désigner lors de la prochaine réunion, sur « La nécessité de moderniser le droit international humanitaire » ;
- **Renvoi à prendre en compte** : a pris note du renvoi « Sauvegarde de la justice internationale contre la répression transnationale » à prendre en compte dans la préparation du rapport sur « Lutter contre la répression transnationale » ;
- **Commission ad hoc du Bureau pour participer au Forum sur la sécurité de la mer Noire, Odesa, Ukraine, 29-31 mai 2026** : a désigné, par acclamation, M. Titus Corlăţean (Roumanie, SOC), M. Ivan Račan (Croatie, SOC) et M. Roberto Speranza (Italie, SOC) pour siéger à la commission *ad hoc* ;
- **L'égalité de genre dans le fonctionnement de l'Assemblée parlementaire en 2025** : a pris note du rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée ;
- **le mardi 21 avril 2026 à 14h45**, en ce qui concerne :
 - **Réunion conjointe avec la Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi)** : a tenu une audition sur les allégations de violations des droits humains commises lors des manifestations de 2024/2025 en Géorgie et sur l'absence d'enquêtes effectives sur ces allégations, avec la participation de M. Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe ; M. Alan Mitchell, Président du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) (en ligne) et M. Borys Wódz, chef de division, Secrétariat du CPT ;
- **le mercredi 22 avril 2026 à 14h**, en ce qui concerne :
 - **Vers l'abolition universelle de la peine de mort en toutes circonstances (rapporteure : Mme Gala Veldhoen, Pays-Bas, SOC)** : a pris position sur sept amendements et deux sous-amendements déposés au projet de résolution et a décidé de soutenir un sous-amendement oral au projet de résolution ;
 - **Retracer l'origine des produits du crime dénoncé par Sergueï Magnitski et demander des comptes à ses auteurs (rapporteure : Mme Lesia Vasylenko, Ukraine, ADLE)** : a pris position sur cinq amendements déposés au projet de résolution et a décidé de soutenir un sous-amendement oral au projet de résolution ;
 - **La corruption, une menace pour la démocratie et l'État de droit en Europe : l'urgence de la situation en Espagne (rapporteur : M. Tekke Panman, Pays-Bas, PPE/DC)** : a entendu une déclaration du Président de la commission et du Président de la délégation espagnole à l'Assemblée, M. Antonio Gutiérrez Limones (Espagne, SOC), concernant la divulgation non autorisée d'un document à diffusion restreinte aux médias espagnols et la nécessité de respecter le Code de conduite des membres de l'Assemblée, en particulier son paragraphe 13 ; a examiné une note introductive et, à l'issue d'un vote, a décidé de modifier le titre du rapport pour le remplacer par « La corruption, une menace pour la démocratie et l'État de droit en Europe » ;
 - **Menaces qui pèsent sur la Cour pénale internationale (rapporteur : M. Tekke Panman, Pays-Bas, PPE/DC)** : a entendu un rapport oral du rapporteur sur ses missions d'information à La Haye, les 27 et 28 novembre 2025 et le 25 mars 2026 ;

- **Le jeudi 23 avril 2026 à 9h**, en ce qui concerne :
 - **Assurer une meilleure protection des lanceurs d'alerte en Europe** (rapporteuse : Mme Anna-Kristiina Mikkonen, Finlande, SOC ; rapporteur général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et des lanceurs d'alerte : M. Emanuelis Zingeris, Lituanie, PPE/DC) : a tenu une audition avec la participation de M. Amar Benmohamed, lanceur d'alerte ;
 - **Prix des Droits de l'homme Václav Havel 2026** : a lancé un appel à candidatures, a pris note de la date limite fixée au 30 avril 2026 et du fait que les détails sont disponibles sur le [site web du Prix Václav Havel des droits de l'homme](#) ;
 - **Questions diverses** :
 - est convenue d'autoriser la rapporteure générale sur l'abolition de la peine de mort à participer au 9^e Congrès mondial contre la peine de mort, qui se tiendra à Paris du 30 juin au 2 juillet 2026 ;
 - est convenue de demander au Bureau de créer une commission *ad hoc* pour participer au 9^e Congrès mondial contre la peine de mort, qui se tiendra à Paris du 30 juin au 2 juillet 2026 ;
 - **Réunion de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme à Tallinn, les 26 et 27 mai 2026** : a pris note de l'avant-projet de programme et de la note d'informations pratiques ;
 - **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions qui se tiendront comme suit :
 - 26-27 mai 2026, Tallinn
 - lors de la troisième partie de session de l'Assemblée de 2026 (22-26 juin 2026)
 - 9 septembre 2026, Bureau de Paris (à confirmer)
 - lors de la quatrième partie de session de l'Assemblée de 2026 (28 septembre – 2 octobre 2026)
 - 9 décembre 2026, Bureau de Paris (à confirmer)

* * * * *

Guillem Cano Palomares, George Stafford, Rafał Sokół, Apolline Paillat

cc :

Secrétaire générale de l'Assemblée
Directrices et l'ensemble du personnel du Secrétariat de l'Assemblée
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et des délégations partenaires pour la démocratie
Secrétaire général du Congrès
Secrétaire du Comité des ministres
Directeurs généraux
Directeur du cabinet du Secrétaire général du Conseil de l'Europe
Directeur du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme
Représentations permanentes auprès du Conseil de l'Europe